



Événement

Trois ans pour sceller le destin du siècle

Le sixième rapport du Giec appelle à inverser dès 2025 la courbe des émissions de CO₂ mondiales. Et balise la route pour décarboner l'activité économique.

Objectif 2025. Le 6^e rapport du Giec, publié le 4 avril, pose pour la première fois une échéance aussi proche que décisive pour éviter l'emballement climatique. Dans trois ans, le pic mondial des émissions de CO₂ doit être atteint, expliquent ses 278 auteurs, pour générer ensuite « de très rapides et profondes réductions d'émissions de CO₂ de 2030 à 2050 ». A défaut, notre trajectoire actuelle – le record d'émissions de CO₂ à l'échelle mondiale a encore été battu entre 2010 et 2019, troisième décennie la plus chaude de l'histoire de l'humanité –, nous emmène vers un réchauffement moyen de 3,2 °C à la fin du siècle. Loin des 1,5 °C à 2 °C promis par l'Accord de Paris signé en 2015. Derrière ce travail de titan – 18 000 publications scientifiques passées au crible, six années de travail, 2900 pages de scénarii et un résumé pour décideurs discuté mot à mot en zoom planétaire avec les représentants des 195 Etats –, un message s'adresse à tous les acteurs de la société. « Comme pour un marathon, le Giec nous appelle à caler la cadence et la méthode dans les trois ans qui viennent, résume Benoît Leguet, directeur de l'Institut de l'économie pour le climat d'I4CE et membre du Haut Conseil pour le climat. Sinon, il sera impossible de tenir le rythme dans la durée pour décarboner massivement. »

Utiliser le « budget carbone »
 Si le Giec appelle à l'audace, c'est parce que le « budget carbone » – l'ultime tranche de CO₂ que l'humanité peut émettre avant emballement incontrôlé – fond comme neige au soleil : à peine 500 milliards



Bruno Delmasant/Challenges

« La responsabilité de l'Etat, c'est de permettre une transition écologique accessible à tous. »

Pascal Canfin, député Renew Europe et président de la commission Environnement du Parlement européen.

de tonnes d'équivalent CO₂ si l'on vise un réchauffement à 1,5 °C à la fin du siècle, un peu plus du double pour 2 °C. Sachant que l'humanité en émet en moyenne 50 milliards de tonnes par an, l'échéance se profile dans dix ans.

Impératif premier : utiliser ce « budget » avec autant de parcimonie que chaque goutte d'eau lors de la traversée d'un désert à la durée incertaine. Le temps d'atteindre – en 2050 ou en 2070 selon l'effort – l'objectif qui obsède désormais autant les politiques que les scientifiques, les investisseurs que les entrepreneurs : la neutralité carbone, soit l'équilibre possible entre émissions de CO₂ et celles absorbées via la capture de CO₂ dans la terre, les arbres, l'air ou la mer. « Ces technologies en complément, c'est prometteur », souligne Brice Lalonde, ancien ministre et président de l'association Equilibre des Energies. La neutralité car-

bone sera donc le sujet du Forum international de la météo et du climat qui se tiendra le 17 mai à Paris et du Sommet du bien commun, organisé par Challenges et Toulouse School of Economics, les 19 et 20 mai. Avec une question : « Comment fait-on pour y parvenir ? » D'abord, répond le Giec, en se débarrassant en urgence des émissions des énergies fossiles – charbon, pétrole, gaz – qui explosent tous les compteurs. Ce qui fait dire à Pascal Canfin, député Renew Europe et président de la commission Environnement du Parlement européen, qu'à cet égard le rapport vise d'abord la Chine ou l'Inde, les deux plus gros émetteurs mondiaux avec les Etats-Unis : « La Chine s'est engagée à inverser ses émissions au plus tard en 2030. Elle doit le faire plus tôt. »

Planifier au sens militaire

La Chine et l'Inde étant les ateliers du monde, pas de coupe-file pour les autres. « Le Giec nous appelle à tout faire en même temps », confirme Fabrice Bonnifet, président du C3D, qui rassemble en France 226 directeurs du développement durable et directeurs développement durable et qualité, sécurité, environnement du groupe Bouygues. En particulier dans les secteurs très émetteurs : énergie, industrie, bâtiment, transports et agriculture. « Il faut organiser de façon industrielle la décroissance des émissions de CO₂, souligne Benoît Leguet. C'est de la planification au sens militaire du terme. Et il faut travailler sur tous les leviers car il s'agit d'un changement de société. » Avec, au passage, une remise en cause de la société de consommation. « Pour la première fois, il y a un chapitre entier sur

L'atténuation de la demande, confirme Dimitri Caudrelier, le PDG de Quantis, qui accompagne les grandes entreprises dans leur mutation climatique. *Elle pourrait réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 40 à 70% d'ici à 2050.* » Et d'insister sur le rôle crucial des entreprises « pour accélérer – et non entraver – ces changements ». Notamment en éduquant leurs clients à la « durabilité », « même si cela implique un changement fondamental de leur modèle d'entreprise et de transformer leurs portefeuilles de produits ».

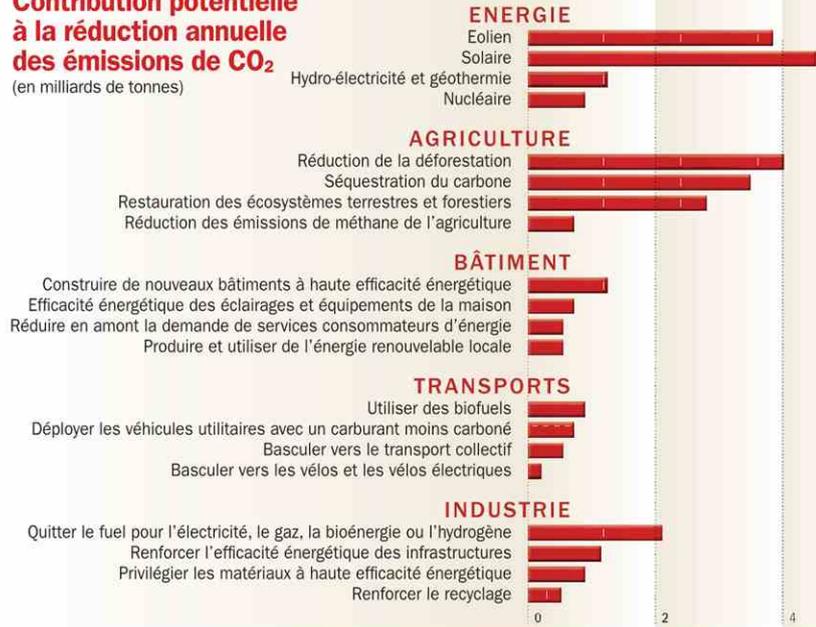
Multiplier les flux financiers

« Cette transformation doit se négocier chaîne de valeur par chaîne de valeur avec tous les acteurs concernés autour de la table », souligne Pascal Canfin, qui rappelle que « cette stratégie 360°, c'est l'esprit du Green Deal européen ». Car, pour faire naître le monde bas carbone, dit le Giec, il faut « en même temps » des villes plus compactes avec des véhicules propres, une économie circulaire fondée sur la durabilité et le recyclage, une réduction de la demande, des régimes alimentaires différents. « On passe d'une stratégie d'atténuation progressive des émissions à une stratégie de rupture », estime Fabrice Bonnifet.

Ce chantier prométhéen peut réussir, affirment les scientifiques. Ils citent à l'appui l'infléchissement récent de la courbe de progression des émissions de CO₂ mondiales, de +2,1% en moyenne entre 2000 et 2009 à +1,3% entre 2010 et 2019 (avant même la pandémie). Preuve que nous savons faire. « Mais sommes-nous au point d'inflexion? », s'inquiète Brice Lalonde face à la tentation du charbon dans la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine.

Le Giec chiffre aussi l'effort financier qu'il estime à portée de main. « Le chapitre XV explique qu'il va falloir multiplier par 3 à 6 les flux financiers », souligne Benoît Leguet. *C'est nouveau et c'est un message fort aux investisseurs.* » Et qui suppose, écrivent les scientifiques, de réorienter les fonds qui soutiennent encore les énergies fossiles, lesquels sont « toujours plus importants que ceux dirigés vers le climat ».

Contribution potentielle à la réduction annuelle des émissions de CO₂
 (en milliards de tonnes)



L'échéance climatique de 2025 s'inscrit également – et c'est une première – dans la durée d'un mandat présidentiel. Sur le terrain politique et quelle que soit la couleur de la prochaine Assemblée, le nouveau gouvernement aura devant lui la première loi de programmation sur l'énergie et le climat, qui doit être adoptée en 2023. « Ma thèse à moi, c'est que l'écologie n'est plus l'affaire des écologistes mais l'affaire

centrale du gouvernement, note Brice Lalonde. *Quand Macron parle d'un Premier ministre sur la transition avec deux ministres sous ses ordres pour l'orchestrer, c'est du sérieux.* »

Alors que le climat a été absent de la campagne présidentielle – 3% du temps de parole des candidats –, le sujet préoccupe les Français. Un signal faible : ce sont eux qui ont généré le plus de requêtes sur Google sur le rapport du Giec. Devant les Chinois. Les Américains n'arrivent qu'en 40^e position. A la manœuvre dans l'élaboration de la vision climatique du mandat Macron II, Pascal Canfin croit à ce rendez-vous historique. A condition, dit-il, d'opérer un « double changement de méthode. Un : Matignon coordonne la mise en œuvre avec un futur secrétariat général à la planification. Deux : l'Etat négocie les compromis sociaux avec tous les acteurs privés et publics concernés. Sa responsabilité, c'est de permettre une transition écologique accessible à tous, comme l'Etat providence assure son bénéfice à tous. » Un « en même temps » à la française qui répondrait aux échéances mondiales fixées par le Giec.

Anne Tézenas du Montcel



« Le Giec nous appelle à tout faire en même temps. »

Fabrice Bonnifet, directeur du C3D, qui réunit les directeurs du développement durable au sein du groupe Bouygues.